



L'enquête barométrique de la DREES, réalisée à six reprises depuis 2000 montre une large stabilité des préoccupations des Français depuis 2004 après des mouvements intervenus en 2002. Les quelques évolutions observées montrent toutefois une montée de la sensibilité à la question des inégalités sociales et à celle de la redistribution.

Les incidences de la construction européenne suscitent en outre, depuis 2004, de nouvelles interrogations du point de vue de la protection sociale, tandis que d'éventuelles augmentations de cotisations sociales seraient moins bien acceptées.

Deux dimensions principales apparaissent toujours structurer l'éventail des opinions : le sentiment de satisfaction sur l'état de la société et l'ampleur souhaitée des politiques de solidarité.

La structuration des opinions reste à cet égard, si on la compare aux résultats obtenus les années précédentes en utilisant le même type d'analyse, largement stable. On retrouve ainsi en 2005 et 2006 comme en 2004 les trois grands groupes d'opinions qui s'étaient dégagés des précédentes études et qui aboutissaient à distinguer les « intégrés universalistes », les « intégrés particularistes » et les personnes « plutôt en marge ». Leur composition sociodémographique reste également très proche depuis 2000.

Michel FORSÉ

CNRS

Maxime PARODI

OFCE

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités
DREES

Les opinions sur les politiques sociales de 2004 à 2006 : une stabilité globale

L'enquête barométrique de la DREES permet de suivre au cours du temps les opinions des Français dans de nombreux domaines liés à la protection sociale. Après six vagues d'enquêtes (2000, 2001, 2002, 2004, 2005 et 2006), il ressort de l'analyse des questions communes, une relative stabilité des réponses qui reflète une assez forte structuration de ces opinions. Des variations significatives peuvent néanmoins intervenir d'une année sur l'autre, dues notamment à la conjoncture politique et économique. L'analyse des résultats de 2004 (Forsé et Parodi, 2005) laissait ainsi apparaître une certaine inversion de tendance. Après une première période (2000-2002) d'optimisme, liée à la baisse du chômage et à l'amélioration des perspectives économiques, les Français avaient accueilli le retournement de conjoncture avec un pessimisme plus marqué. La cinquième et la sixième vague de l'enquête (menée sur un échantillon représentatif de 4 020 personnes âgées de 18 ans ou plus entre le 7 mars et le 25 mai 2005, puis sur un échantillon de 4 000 personnes entre le 6 mars et le

28 avril 2006) ne montrent cependant pas de nouvelles inflexions, malgré le retour d'une meilleure conjoncture économique et d'une réduction prononcée du chômage.

Cet article est le troisième consacré à la vague 2006 ; il se concentre sur l'analyse des évolutions observées au cours de la période à partir de la partie commune du questionnaire, alors que les deux précédents avaient accordé une large place aux questions concernant les politiques récentes.

Les deux dernières vagues d'enquête montrent une large stabilité des préoccupations depuis 2004...

Pour mettre en évidence cette continuité sur les trois dernières années, on peut retenir, parmi les 152 questions communes aux différentes vagues prises deux à deux, celles qui ont donné lieu à des variations de plus de 5 % par opposition à celles qui, en deçà de ce seuil, ont recueilli des réponses pouvant être considérées comme stables. Selon ce critère, on ne peut que constater que les opinions ont globalement très peu varié depuis 2004. Le tableau 1 montre que le taux de stabilité des réponses est beaucoup plus fort entre 2004 et 2006 qu'il ne l'était entre 2002 et 2004.

Dès lors, une grande partie des conclusions tirées à partir de l'enquête de 2004 peuvent être reconduites pour les années 2005 et 2006. Si l'on en reprend les grandes lignes, la part des Français qui se déclarent optimistes face à l'avenir pour eux-mêmes et pour les générations futures s'est maintenue à un niveau plus faible qu'antérieurement et il n'y a pas de modification significative quant aux inquiétudes et préoccupations exprimées en 2004. Ces

inquiétudes continuent à porter en priorité sur le chômage (Boisselot, 2006), et les Français continuent d'y voir le problème prioritaire à résoudre devant la lutte contre la délinquance et l'insécurité – et ce contrairement à ce qui s'observait en 2002 où ces priorités s'étaient inversées. Il est de fait que trois années avaient été nécessaires lors du cycle économique précédent pour faire reculer la préoccupation du chômage derrière celle de l'insécurité, et l'amélioration actuelle du marché du travail pourrait être encore trop récente pour avoir infléchi sensiblement la hiérarchie de ces préoccupations.

... mais avec quelques évolutions

Il n'en demeure pas moins que quelques évolutions peuvent être notées dans les enquêtes conduites en 2005 et 2006. Depuis que le baromètre existe, le sentiment que la société française est plutôt injuste a toujours été partagé par un peu plus de 7 Français sur 10 ; mais il a connu une certaine tendance à s'accroître : si 72 % des Français jugeaient en 2000 la société plutôt injuste, c'est le cas de 78 % d'entre eux en 2006. L'opinion que les inégalités en France vont augmenter dans les cinq années à venir est également en hausse depuis 2002 (64 % en 2002 ; 73 % en 2004 et 79 % en 2006). Les Français manifestent dès lors plus souvent leur adhésion envers l'idée d'une politique de redistribution destinée à réduire ces inégalités : ils étaient 77 % à y être favorables en 2004 et ils sont aujourd'hui 83 %. De façon plus spécifique, l'opinion « qu'il faut radicalement changer la société française » est en croissance assez sensible (comme lors de la période 2001-2002 où elle s'est portée de 21 % à 25 %) : elle rassemblait 18 %

des opinions en 2004 et en recueille 24 % en 2006. Par ailleurs, les problèmes liés au logement sont de plus en plus mis en avant par les Français, et ce sont désormais les inégalités de logement qui sont perçues comme les moins acceptables (37 %), devant les inégalités de soins (36 %), de revenus (34 %) ou celles liées à l'origine ethnique (30 %).

En ce qui concerne les autres préoccupations des Français, celle relative au problème du sida qui était quelque peu remontée en 2005, en lien probablement avec les campagnes de prévention menées sur ce sujet, est redescendue depuis. De même, la préoccupation face aux risques alimentaires a diminué. Les inquiétudes à l'égard des accidents de la route connaissent également une réduction continue depuis 2001, où elles avaient atteint leur plus haut niveau avec 54 % des Français qui se déclaraient « très préoccupés ». Par ailleurs, les Français pensent un peu plus, en 2006, que l'on « exagère les problèmes et que cela va mieux qu'avant » en matière de risques liés à la santé (59 % le disent).

Europe et cotisations : de nouvelles interrogations pour la protection sociale

L'idée que « l'Europe est une bonne chose pour la protection sociale » continue de perdre du terrain. Ce recul confirme celui qui avait déjà eu lieu en 2004. En l'espace de trois ans, les opinions sur les incidences de la construction européenne ont donc profondément évolué, comme les débats sur la constitution européenne s'en sont fait l'écho. Une deuxième évolution, assez nette, se traduit par un refus de cotiser davantage dans l'ensemble des domaines de la protection sociale. Un nombre croissant d'enquêtés affirment déjà en 2005, et plus encore en 2006, ne pas être du tout prêts à cotiser plus pour maintenir le niveau de prestations de l'assurance maladie, des retraites, des allocations familiales ou des allocations de chômage. Ils sont également plus nombreux à refuser l'idée de financer une hausse du niveau du RMI. Du même coup, l'idée qu'il serait possible de réduire les dépenses d'allocations chômage sans

2

T 01 pourcentages de questions dont les réponses sont stables ou instables (au seuil de 5 % d'écart) de 2002 à 2006			
	Stables	Instables	Total
2002-2004	57	43	100
2004-2005	90	10	100
2005-2006	98	2	100
2004-2006	86	14	100

en %

Source : Enquête barométrique de la DREES.

diminuer les prestations est en hausse, tandis que l'opinion que les allocations chômage devraient bénéficier à tous sans restriction est en recul (63 % l'affirmaient en 2004, ils ne sont plus que 58 % en 2006).

Le montant minimum dont un individu doit disposer pour pouvoir vivre décemment est toutefois estimé à un niveau plus élevé que les années précédentes sans doute pour partie du fait de l'inflation. Enfin, l'idée que tout le monde peut être soigné quel que soit son revenu, continue à se développer, vraisemblablement à la suite de l'introduction de la CMU.

Deux dimensions toujours structurantes : le sentiment de satisfaction sur l'état de la société et l'ampleur souhaitée des politiques de solidarité

Mais ces quelques mouvements ne doivent pas être surévalués. Dans l'ensemble, c'est bien la stabilité qui domine de 2004 à 2006. Pour le confirmer, on peut procéder à une analyse factorielle des questionnaires (Lebart et al., 2000) et comparer avec les résultats obtenus les années précédentes en utilisant le même type d'analyse.

Techniquement, il s'agit d'effectuer une analyse de correspondances multiples (ACM) sur le même ensemble de trente questions que celui sélectionné de 2000 à 2004 et balayant la plupart des thèmes du questionnaire commun aux différentes vagues, à savoir : les opinions générales sur la société, l'État et l'Europe ; les sentiments sur l'avenir et les préoccupations ; certaines opinions morales ; la perception des inégalités et de la pauvreté ainsi que leurs causes supposées ; les contreparties des allocations ; la retraite, la protection sociale et la santé.

L'interprétation des deux premiers axes factoriels ne change pas pour les deux dernières années. Le premier axe (horizontal) fait toujours apparaître une opposition entre les personnes qui estiment que la société française est plutôt juste, et les autres. Les premières (à droite sur ce premier axe) sont plutôt satisfaites de l'état de la société et confiantes en l'avenir. Cette confiance

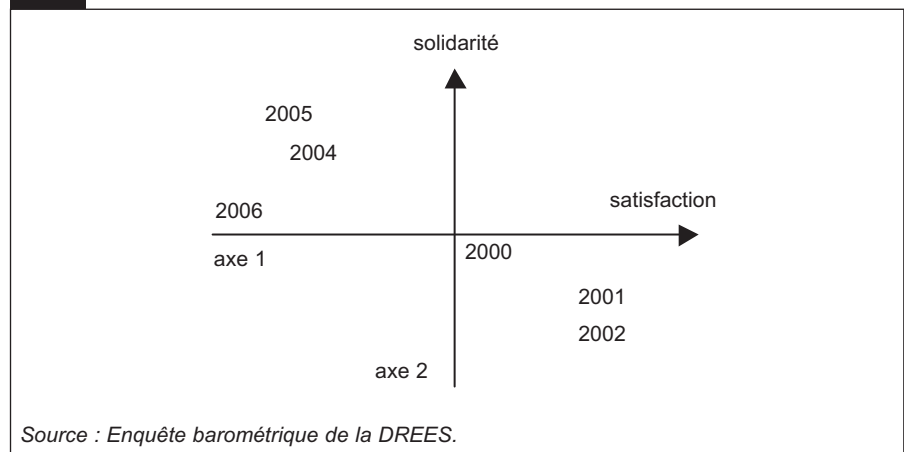
et ce relatif optimisme vont de pair avec un certain conservatisme. Sous un angle sociodémographique, il s'agit des plus diplômés, professions libérales ou cadres supérieurs, à hauts revenus et habitant plus souvent en agglomération parisienne. Les seconds, qui se situent donc à l'autre extrémité de ce premier axe, sont plutôt insatisfaits de la société dans son ensemble et s'avèrent pessimistes quant à l'avenir. Ils souhaitent des réformes plus radicales. Ce sont plutôt des personnes en situation relativement précaire (individus élevant seuls leurs enfants avec moins du smic, chômeurs ou pensionnés sans travail, souvent moins diplômés, moins riches et plus âgés).

Le deuxième axe factoriel (vertical) rend toujours compte, pour 2005 et 2006, d'une opposition entre une opinion plus « solidariste » (salariés notamment du public) et une opinion économiquement plus libérale (indépendants). On trouve en bas de cet axe l'idée que le financement de la protection sociale est « excessif », qu'il y a généralement « trop d'intervention de l'État en matière économique et sociale », et que « l'autorisation de mise en concurrence des caisses publiques et des assurances privées serait plutôt une bonne chose, car cela permettrait d'avoir des prestations de base plus élevées et de plus grande qualité ». On trouve également là l'idée que les exclus sont en partie responsables de leur sort (« ils ne veulent pas travailler ») et qu'il faut en conséquence

être sélectif dans l'attribution des aides. Cette idée va de pair avec le souhait de demander aux bénéficiaires des allocations des contreparties en échange des aides qu'ils perçoivent. À l'opposé, ceux qui ont une opinion plus « solidariste » (en haut de ce deuxième axe) sont partisans d'une inconditionnalité des aides : ils ne sont par exemple pas favorables à l'idée qu'une tâche d'intérêt général soit demandée aux chômeurs ou des contreparties aux allocataires du RMI. D'un point de vue plus moral, on remarquera que l'opposition entre universalisme et particularisme est encore mieux corrélée avec ce deuxième axe que les années précédentes.

Une manière de caractériser le déplacement relatif des trois dernières années consiste à effectuer une analyse de correspondances multiples (ACM) sur l'ensemble des six années d'enquête et à projeter les points moyens correspondant à chacune de ces années en variables supplémentaires dans le plan factoriel obtenu. Compte tenu de ce qui a été indiqué précédemment, on doit s'attendre à ce que les années 2005 et 2006 jouxtent 2004 dans ce plan factoriel. Comme le montre le graphique 1, c'est bien ce que l'on observe. S'agissant de 2005, on constate toutefois qu'un certain déplacement vers le haut (revendication plus ferme de solidarité) et vers la gauche (insatisfaction) se produit. En 2006, les points moyens se décalent un peu vers le bas (moins de solidarité, plus de radicalité), avec tou-

G 01 positions des points moyens correspondant aux six années dans l'analyse factorielle de toutes les vagues de l'enquête



jours un déplacement vers la gauche du graphique (insatisfaction et sentiment d'injustice plus marqués). Ces déplacements, quoique significatifs, restent néanmoins de faible ampleur : les six points restent proches du centre de l'ACM, et la logique d'ensemble de la structuration des opinions se trouve donc largement conservée.

Stabilité des trois groupes d'opinions

Pour pouvoir interpréter ces mouvements, il est intéressant de compléter cette analyse par une étude comparée de l'évolution des grands groupes d'opinions qui s'étaient dégagées des précédentes études du baromètre. Au terme de la dernière d'entre elles, nous avions conclu que les groupes repérés dès 2000 (Forsé et Parodi, 2002) conservaient un sens à peu près identique chaque année. Est-ce encore le cas sur la dernière période ?

Comme précédemment, une classification ascendante hiérarchique a été effectuée à partir des scores de tous les individus enquêtés sur les cinq premiers axes factoriels¹. Sur cette base, nous avons distingué de 2000 à 2004 trois grands groupes : les personnes « plutôt en marge » (*outsiders*), les « intégrés particularistes » (*insiders* particularistes) et les « intégrés universalistes » (*insiders* universalistes). Rappelons les grandes lignes de ce qui les caractérisait. Les personnes « plutôt en marge » se considéraient comme relativement mal protégées par l'État et souhaitaient à la fois un accroissement de l'État-providence et une réallocation des ressources mieux ciblée en leur faveur. Les « intégrés universalistes », plutôt satisfaits de leurs situations, étaient en

faveur d'une réduction des inégalités sociales tout en les relativisant. Ils n'étaient pas loin de penser que les allocations actuelles répondent en grande partie aux problèmes, et qu'il faudrait peu de chose pour remédier à ce qu'il reste d'injustice. Ils n'étaient pas en faveur d'une plus grande sélectivité dans l'attribution des différentes aides versées par l'État-providence. À l'inverse, les « intégrés particularistes », quoiqu'assez satisfaits de leur situation, se considéraient néanmoins comme trop mis à contribution par l'État et s'inquiétaient des possibles gaspillages et des risques liés à la perception d'aides sociales sans contrepartie. Pour eux, l'État devait être plus strict et sélectif dans l'attribution de ses aides.

Bien que la comparaison de classifications automatiques comporte une part indéniable d'artefact, il s'avère que pour l'essentiel cette typologie vaut aussi pour 2005 ou 2006. Les quelques mouvements constatés en 2004 se confirment, mais ils n'entament pas la

logique de cette typologie. D'ailleurs, les compositions socio-démographiques des trois groupes restent à peu près celles observées en 2000. Par exemple, les personnes « plutôt en marge » continuent d'appartenir surtout à des catégories précaires ou modestes, les « intégrés particularistes » sont plutôt des indépendants (même si en 2005 une part plus importante des ouvriers du privé les rejoint), et les « intégrés universalistes » se recrutent toujours davantage parmi les cadres supérieurs ou professions intermédiaires.

Cette stabilité corrobore le diagnostic d'ensemble : les opinions exprimées en 2004, 2005 et 2006 sont proches avec toutefois, après le virage de 2002, le développement d'une sensibilité accrue vis-à-vis de la question des inégalités sociales.

1. En utilisant la méthode de Ward pour opérer les regroupements. On notera que la méthode choisie interfère sur la taille des groupes et que celle-ci n'est donc pas directement interprétable.

Pour en savoir plus

- Boisselot P., 2006, « L'évolution des opinions des Français par rapport aux enjeux sociaux et à la protection sociale entre 2000 et 2006 », *Études & Résultats*, n° 517.
- Forsé M., Parodi M., 2002, « Homo œconomicus et spectateur équitable », *La Revue de l'OFCE, Observations et diagnostics économiques*, Presses de Sciences Po, n° 82, p. 165-230.
- Forsé M., Parodi M., 2005, « Les opinions des Français sur les politiques sociales en 2004 : une inquiétude accrue qui modifie les demandes de solidarité », *Études & Résultats*, n° 421.
- Lebart L., Morineau A., Piron M., 2000 (3^e éd.), « *Statistique exploratoire multidimensionnelle* », Paris, Dunod.